

Islamophobie d'État : chronique de la fascisation à marche forcée des services publics

6 JANVIER 2026 RACISME



Une infirmière licenciée pour le port du calot

Majdouline B. est infirmière. Elle a travaillé pendant 7 ans à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. L'établissement de santé fait partie de l'AP-HP (Assistance Publique-Hopitaux de Paris) c'est-à-dire de l'hôpital public. Le 10 novembre 2025, elle était licenciée par la direction. Avant le licenciement, Majdouline a subi le harcèlement des dirigeants de l'hôpital avec de nombreuses convocations disciplinaires. L'infirmière a été exclue pour le port... d'un calot.

Le calot est un couvre-chef. Dans la santé, il est porté dans les blocs opératoires où il est obligatoire. Il protège à la fois les patient-es de la chute potentielle de cheveux du personnel soignant lors d'actes chirurgicaux lourds, mais aussi les médecins et infirmier-es des projections de sangs du patient. Le but est de limiter les risques d'infection et de contamination. Une mesure d'hygiène et sanitaire basique qui a servi de prétexte à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour mener une chasse aux sorcières anti-musulmanes. Évidemment sous couvert de « respect de la laïcité ».

Pourtant, porter le calot en-dehors d'un bloc opératoire est une pratique courante dans les établissements de santé. N'importe quelle personne qui a passé du temps dans les couloirs des hôpitaux français a pu en faire le constat. En réalité, il s'agit pour l'administration et le ministère de la Santé d'organiser une traque aux couvres-chefs selon l'origine ou la religion supposées des personnes.

Cet épisode se concluant par le licenciement de cette infirmière constitue une ignominie raciste supplémentaire qui vise les personnels de santé non-blancs. Certain-es peuvent porter le calot en-dehors du bloc opératoire, et d'autres pas. Cette affaire est une mesure discriminatoire. Dès 2019 le tribunal de Montreuil jugeait qu'un couvre-chef porté hors des endroits recommandés «pouvait signifier une appartenance religieuse». Une décision juridique qui permet aujourd'hui aux établissements de justifier les sanctions et les exclusions... Le contrôle du corps des femmes et l'islamophobie dans une idéologie fasciste chimiquement pure.

Le ministère de la santé est plus occupé à chasser des travailleuses musulmanes que de se soucier du véritable mal-être du personnel soignant sur le territoire. Faut-il rappeler à la Ministre de la Santé, Stéphanie Rist, que sa politique néolibérale détruit l'hôpital public en le laissant exsangue. Que les soignantes envoyées en première ligne lors de la crise sanitaire du covid ont travaillé avec des sacs poubelles parce que ses prédécesseurs avaient organisé la pénurie de kits d'hygiène ?

Ce qui inquiète les patient-es, ce ne sont pas les calots ou la confession religieuse des soignant-es, mais l'effondrement de l'hôpital public.

À la RATP, hostilité à l'égard de bouteilles d'eau en plastique dans les toilettes

On pourrait croire à une mauvaise farce, mais non. Jean Castex, l'ancien Premier ministre nommé à plusieurs reprises par son ami Emmanuel Macron à des postes clés de direction dans les services publics afin de finir de les saccager en bonne et due forme, a décidé de partir en croisade contre, tenez-vous bien... Des bouteilles en plastique dans les toilettes de la régie de transport de Paris et d'Île-de-France, et leurs sous-traitants.

Le journal l'Humanité a révélé qu'«une note destinée aux encadrants de la RATP, signée par Jean Castex en juillet 2025» incitait «à contrôler les pratiques religieuses des agents et prestataires, pour respecter la «neutralité» et la «laïcité» du service public». Dans certains sites de la RATP, les chefs ont le devoir selon la note de contrôler et retirer les bouteilles d'eau des toilettes, et demander aux agents d'entretien de les remettre, parce qu'elles seraient utilisées pour prier.

Avec une certaine ironie, Myriam, travailleuse musulmane chez un sous-traitant de la RATP explique : «Les bouteilles d'eau ne servent pas que pour les ablutions, c'est aussi juste pour être propre derrière... On ne peut même pas se laver les fesses ?»

Ici encore, il s'agit ni plus ni moins d'une chasse aux musulman-es organisée par Jean Castex. Le 2 janvier, le Conseil français du culte musulman (CFCM), association reconnue par l'État français, avait saisi le défenseur des droits suite à cette affaire. Le CFCM estime que de telles pratiques encouragent la surveillance et le contrôle généralisés des musulman-es qu'il qualifie de harcèlement car elles «s'étendent ainsi jusque dans les lieux d'aisance».

On aimerait bien que quelqu'un nous pince fort la joue pour qu'on se réveille de ce cauchemar. Mais ces attaques contre les musulman-es sont bien réelles, et la laïcité continue d'être dévoyée pour cibler une partie de la population. La loi de 1905, c'est la séparation des églises et de l'État, mais surtout la garantie de la liberté de culte et du droit de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public. On peut largement douter que trois bouteilles près d'une cuvette ou le port d'un calot ou d'un voile, soient un motif de trouble... À part pour de vieux racistes séniles.

Derrière ces exemples hallucinants se cache une réalité bien plus dramatique : la symbiose profonde entre le macronisme et le Rassemblement National. Ainsi, nous assistons à la fascisation du service public. Elle se fait à marche forcée car les islamophobes sont déjà au pouvoir.

AIDEZ CONTRE ATTAQUE

Depuis 2012, nous vous offrons une information de qualité, libre et gratuite. Pour continuer ce travail essentiel nous avons besoin de votre aide.

Faites un don à Contre Attaque, chaque euro compte.

FAIRE UN DON

HÔPITAL ISLAMOPHOBIE RACISME RATP SERVICES PUBLICS

< Plus chaud que la météo

Dysphorie collective : le fossé entre réalité climatique et décisions politiques continue de se creuser >

Dans la même catégorie



6 JANVIER 2026

Avignon : un nouveau né victime d'un déferlement de haine raciste



Initials Black Bloc

29 DÉCEMBRE 2025

La B.B. qu'on aime est l'initiale de Black Bloc

**NOUVELLE RÈGLE :
COMBATTRE LE RACISME ET
DÉNONCER UN GÉNOCIDE VOUS REND
"COMPLICE DES ISLAMISTES"**

Bussigny Nora
@NoraBussigny

Ce rapport fait état d'une « proximité idéologique parfois très forte » entre des élus et les courants fréristes s'appuyant sur 3 thématiques souvent instrumentalisées : la lutte contre « l'islamophobie », toutes les formes de discrimination et la défense de la cause palestinienne

Le Point @LePoint · 21h

Un rapport parlementaire, que « Le Point » a consulté, établit officiellement la proximité entre des élus insoumis et des mouvements islamistes, sur fond d'instrumentalisation de la cause palestinienne.

Commission d'enquête sur l'islamisme : LFI directement mise en cause

Camouflage. Journaliste à Factual et chroniqueuse au « Point », Nora Bussigny a passé un an dans la communauté woke sous une fausse identité... et sous perruque.

UN "SCOOP" SIGNÉ NORA BUSSIGNY, QUI AVAIT ENFILE UNE PERRUQUE ROSÉ POUR "INFILTRER LES WOKES"

18 DÉCEMBRE 2025

S'opposer au racisme et aux génocides bientôt considéré comme « islamiste » ?

- Plan du site
- Faire un don
- Qui sommes nous ?

